



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail – Justice – Solidarité
**MINISTRE DU PLAN ET DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE**



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE – INS

**DÉPARTEMENT DE LA COMPTABILITE
NATIONALE**

**STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME DE
COMPTABILITE NATIONALE (SCN) 2008 EN
GUINEE**

Mars 2017

Sigle et abréviation

AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest
BCRG	Banque centrale de la république de Guinée
CB	Comptes de branche
CEA	Commission économique des nations unies pour l'Afrique
CFAP	Classification des fonctions des administrations publiques
CGAP	Classification guinéenne des activités et produits
CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activités économiques
COICOP	Classification des fonctions de la consommation individuelle
CPC	Classification centrale des produits
DCN	Département de la comptabilité nationale
EPA	Établissement Public à caractère Administratif
ERE	Equilibre ressources emplois
ERETES	Equilibre ressources emplois, Tableau entrées-sorties
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Guinée nouveau franc
INS	Institut national de la statistique
ISBL	Institutions sans buts lucratifs
MBDP6	Manuel de la balance des paiements version 6
MCS	Matrice de comptabilité sociale
MSFP	Manuel de statistiques des finances publiques
NAEMA	Nomenclature des activités des états membres d'AFRISTAT
NOPEMA	Nomenclature des produits des états membres d'AFRISTAT
ONG	Organisations non gouvernementales
PIB	Produit Intérieur Brut
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH3	Recensement général de la population et de l'Habitation 3
SCN1993	Système de comptabilité nationale 1993
SCN2008	Système de comptabilité nationale 2008
SDC	Sous-direction de la comptabilité nationale
SSN	Système statistique national
TCEI	Tableau des comptes économiques intégrés
TOFE	Tableau des opérations financières de l'état
TRE	Tableau ressources emplois

Table des matières

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION _____	4
Chapitre 1 : OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS _____	5
1.1 OBJECTIFS _____	5
1.2 PRODUITS _____	5
1.3 RESULTATS ATTENDUS _____	5
Chapitre 2 : DIAGNOSTIC DU SYSTEME DE COMPTABILITE NATIONALE GUINEEN ____	6
Chapitre 3 : MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE _____	7
3.1 Stratégies _____	7
A. Amélioration des données de base et des méthodologies _____	7
B. Production des comptes sous le SCN 2008 _____	8
C. Renforcement de capacités des cadres _____	8
D. Suivi-évaluation _____	8
3.2 Budget _____	8
3.3 APPUI DES PARTENAIRES _____	9
3.5 Actions à la recherche de financement _____	13
3.5 DESCRIPTION DES QUELQUES ACTIONS _____	14
<i>Annexe I. Sources _____</i>	<i>17</i>
<i>Annexe II. Amélioration méthodologique _____</i>	<i>19</i>
<i>Annexe III. Cohérence des statistiques macroéconomiques _____</i>	<i>21</i>
<i>Annexe IV. Compte extérieur des opérations sur biens et services de production _____</i>	<i>23</i>
<i>Annexe V. Qualité du PIB de la Guinée (reflétant l'absence d'indicateurs pour estimer les PIB) _____</i>	<i>25</i>
<i>Annexe VI. Cadre logique du projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT) _____</i>	<i>26</i>
<i>Annexe VII. : Cadre logique du projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT) Erreur ! Signet non défini.</i>	
<i>Annexe VIII. Nomenclature de la Comptabilité Nationale _____</i>	<i>28</i>

Liste des tableaux

Tableau 1 : Matrice des Menaces/Opportunités et Forces/Faiblesse (SWOT analysis)	6
Tableau 2 situation des sources de données	7
Tableau 3 : Plan de travail et budget y afferent.....	10
Tableau 4:Action à la recherche de financement	13

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'INS a entamé la migration vers le Système de comptabilité Nationale (SCN) de 1993 en 2003 et l'année de base actuelle est 2006 soit 12 ans d'ancienneté, au-dessus des 5 ou 10 ans retenus dans les normes et recommandations internationales.

Au plan international, le SCN 2008 a remplacé le SCN 93, apportant quelques améliorations méthodologiques. Cette révision prend en compte les mutations économiques opérées ces dernières années, en particulier dans le secteur tertiaire notamment la prise en compte des stocks d'armement, des recherches et développement, le calcul des services des intermédiations financières et des assurances. Une nouvelle version du manuel de la balance des paiements (MDP6) a été publiée par le FMI. En ce qui concerne les statistiques des finances publiques, il existe plusieurs versions révisées notamment celles de 2001 et 2004.

La classification internationale type, par industrie de toutes les branches d'activités (CITI) et la classification centrale de produits (CPC) elles aussi ont été révisées. En 2011, l'observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) a par conséquent procédé à la révision des nomenclatures des activités et des produits (NAEMA et NOPEMA) de ses pays membres.

Dans la sous-région ouest africaine des initiatives sont envisagées pour permettre aux pays de migrer du SCN 1993 au SCN 2008 d'ici à fin 2018. Celles-ci avec l'appui des partenaires techniques (CEA, Afritac de l'ouest etc.).

Au plan national, la Banque Centrale de la République de Guinée élabore depuis 2015 la balance des paiements selon la méthodologie du sixième manuel du FMI. Par contre, les statistiques des finances publiques de Guinée sont encore produites selon la méthodologie du manuel de 1986 du FMI.

S'appuyant sur ces classifications internationales et sous régionales, la Guinée s'est dotée en 2003 d'une nouvelle nomenclature d'activités et de produits dénommée Classification guinéenne des activités et produits (CGAP) conformément à la NAEMA et la NOPEMA initiales.

En ce qui concerne les données sources, les enquêtes sur le secteur de l'agriculture et élevage datent respectivement de 2000 et 2002. L'enquête sur le secteur informel, l'enquête budget consommation, et le recensement des entreprises et ONG ont été réalisés depuis plus de cinq ans.

En termes de résultats, l'INS a produit une série de comptes nationaux 2006-2015 selon le SCN 1993 comme référence méthodologique. Par contre, l'élaboration de la matrice de comptabilité sociale (MCS) date de 1998 alors que son élaboration devrait être régulière.

Face à ces différents défis suscités, l'INS envisage migrer vers le système de comptabilité nationale 2008 et changer l'année de base des comptes d'une part, construire la matrice de comptabilité sociale et rétroproposer les comptes passés d'autre part.

Il est important de souligner que le projet de renovation des comptes nationaux bénéficie d'ores et déjà de l'engagement du Président de la République et de certains partenaires techniques et financiers.

Le présent document est structuré en quatre chapitres :

Chapitre 1 : Objectifs et résultats attendus

Chapitre 2 : Diagnostic du système de comptabilité nationale guinéen ;

Chapitre 3 : Mise en œuvre de la stratégie du SCN 2008 ; et,

Chapitre 4 : Cadre institutionnel.

Chapitre 1 : OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

1.1 OBJECTIFS

L'objectif principal est d'améliorer la qualité des statistiques économiques.

De façon spécifique, il s'agit de :

1. exploiter les données de base récentes et collecter les informations complémentaires notamment sur les entreprises du secteur formel, le secteur informel, les institutions sans but lucratif et les EPA;
2. produire une nouvelle année de base selon le SCN 2008 conforme à la structure actuelle de l'économie guinéenne ;
3. rétropoler les comptes historiques ;
4. faciliter une évolution coordonnée dans la mise en œuvre du SCN 2008 (entre tous les départements consommateurs et producteurs de statistique) ;
5. former les cadres du département de la comptabilité nationale sur le SCN 2008 et au logiciel ERETES ;
6. produire les comptes d'une année courante ;
7. mettre en place un dispositif de production régulière des MCS ;
8. publier les résultats et de la note méthodologique par secteur d'activité.

1.2 PRODUITS

- 1) Le comité de suivi « dénommé comité SCN 2008 » est mis en place pour accompagner la migration vers SCN 2008 avec l'adhésion de tous les partenaires et producteurs de statistiques
- 2) Le logiciel ERETES est opérationnel ;
- 3) La note sur les nomenclatures révisées selon la NAEMA et NOPEMA rev1 est disponible ;
- 4) La note méthodologique d'élaboration des comptes nationaux selon le SCN 2008 est disponible ;
- 5) Les cadres sont capables d'élaborer les comptes sous ERETES selon le SCN2008 et rédiger la note méthodologique;
- 6) Les comptes nationaux de l'année de base 2015 élaborés selon le SCN 2008 sont disponibles ;
- 7) Les comptes nationaux de l'année courante 2016 sont disponibles ;
- 8) La note d'analyse des résultats des comptes nationaux 2015 et 2016 est disponible.

1.3 RESULTATS ATTENDUS

- (i) Les comptes nationaux reflètent la structure de l'économie;
- (ii) La diffusion des statistiques macroéconomiques est renforcée par la production régulière des MCS annexées aux grands tableaux des comptes nationaux ;
- (iii) Les cadres sont formés au SCN 2008 et à l'outil ERETES.

Chapitre 2 : DIAGNOSTIC DU SYSTEME DE COMPTABILITE NATIONALE GUINEEN

Tableau 1 : Matrice des Menaces/Opportunités et Forces/Faiblesse (SWOT analysis)

<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de cadres qualifiés; - Absence d'un directeur du département comptabilité Nationale; - Insuffisance de ressources financières ; - Non disponibilité de données à temps ; - Manque de coopération entre les acteurs du système statistique national. 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non maitrise des outils pour élaborer les comptes nationaux; - Non maitrise des concepts de comptabilité nationale ; - Instabilité du personnel ;
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'utilisation du MBDP6 par la BCRG oblige le SSN à se conformer aux nouveaux standards internationaux. - L'engagement des partenaires techniques et financiers de l'INS pour la réalisation des enquêtes (informel, agricole, budget-consommation, etc.) afin d'améliorer la qualité des données. 	<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'INS a inscrit la mise en place d'une nouvelle année de base dans ces activités prioritaires tout en migrant vers le SCN 2008. - Renforcement de l'effectif par des ingénieurs statisticiens - Elaboration de la série 2006-2015 définitifs et provisoires 2016 sous SCN 1993. - L'harmonisation et uniformisation des données officielles du PIB avec le cadrage macroéconomique.

Chapitre 3 : MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE

3.1 Stratégies

La stratégie est composée de l'ensemble des actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Elle est définie en quatre (4) étapes de travaux subdivisées en 38 activités.

A. Amélioration des données de base et des méthodologies

Les travaux de l'année de base consistent à mettre à jour l'ensemble des sources de données présentées à l'Annexe I, ainsi que la prise en comptes des améliorations méthodologiques.

Les travaux envisagés porteront sur l'amélioration de la couverture des branches telle que présentée à l'Annexe V.

Tableau 2 situation des sources de données

Libellés	Ancien	Nouveau	Statut
Recensement			
Recensement général de la population et de l'Habitation (RGPH3)	1996	2014	disponible
Recensement des exploitants et exploitations agricoles et élevage	2000 et 2002	2017	Encours
Recensement général des entreprises et des ONG	1987	2018	Encours
Enquêtes à réaliser			
Enquête sur les conditions de vie des ménages	2009	2017	En cours
Enquête sur l'emploi et le secteur informel	2009	2017	En cours
Enquête sur la structure des consommations intermédiaires par branche d'activité		2018	Financement à rechercher
Enquête sur les marges commerciales et transport	1991	2018	Financement à rechercher
Enquête spécifique sur la production forestière	-	2018	Financement à rechercher

❖ Données administratives

- Statistiques des finances publiques annuelles (TOFE, autres sources de données des administrations publiques...);
- Les documents comptables et financiers de fin d'exercice des entreprises financières et non financières formelles ;

❖ Les autres rapports administratifs

Pour des raisons d'insuffisances de données, une enquête complémentaire serait nécessaire dans les secteurs comme les APU, les établissements parapublics, les entreprises informelles et formelles.

❖ Les principales améliorations méthodologiques

Les améliorations méthodologiques consisteront à parachever la mise en œuvre du SCN 1993 et inclure les changements pertinents apportés par le SCN 2008. Une synthèse de ses améliorations et leurs impacts sur le PIB est présenté dans l'Annexe II.

Les améliorations envisagées renforceront particulièrement la cohérence des statistiques des comptes nationaux d'une part et de la balance des paiements et des finances publiques d'autre part (Annexe III).

L'une des améliorations importantes est la révision de la nomenclature des activités et des produits. L'INS a déjà diffusé dans le compendium des statistiques de 2014, un manuel des codes et nomenclatures de Guinée conforme aux nouveaux standards internationaux (CITI rev4 et NAEMA rev1 ; CPC rev 2 et NOPEMA rev1). C'est à partir de ce document que le Département de la Comptabilité Nationale a dérivé les nomenclatures qui sont présentées à l'Annexe VII.

B. Production des comptes sous le SCN 2008

❖ Elaboration des comptes d'une année courante

Après avoir changé l'année de base, la construction d'une nouvelle année courante (TRE, TCEI) est fondamentale pour apprécier l'organisation des comptes et faire des corrections y afférant.

❖ Elaboration de la matrice de comptabilité sociale

La construction de la matrice de comptabilité sociale (MCS) a pour données de base les deux grands tableaux des comptes nationaux (TRE et TCEI) et les données des enquêtes sociodémographiques ou socioéconomiques. Celle-ci est utilisée dans les modèles d'équilibre général calculables et les modélisations. Cette matrice fait l'objet d'une demande pressante des utilisateurs des statistiques. Un mécanisme de production régulière doit être mis en place.

❖ Rétropolation de l'historique des comptes élaborés sous le SCN 93

La rétropolation de l'historique des comptes est une opération indispensable pour maintenir la structure des séries de comptes élaborés sous le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 93). Cela aura pour effet de disposer d'une longue série de comptes à partir de 1985 conformément au SCN 2008. Cette série est nécessaire pour les comparaisons temporelles, les études économiques et économétriques.

C. Renforcement de capacités des cadres

Pour le changement de système et de l'année de base des données, il est nécessaire de former les cadres compte tenu des changements apporté par le SCN 2008.

Les axes prioritaires de cette formation sont les suivants :

- ❖ Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008).
- ❖ ERETES ;
- ❖ Technique de rétropolation.
- ❖ Voyage d'étude dans trois pays pour bénéficier de l'expérience des autres pays et discuter des 44 points ainsi que l'applicabilité des nouveautés du SCN 2008 à l'économie guinéenne.

D. Suivi-évaluation

Pour faciliter l'adhésion de tous les producteurs de statistiques, il est important de mettre en place un comité de SCN 2008 pour suivre toutes les activités et accompagner tout le processus de migration vers SCN 2008.

3.2 Budget :

Le budget estimatif à rechercher est de trois milliards neuf cent quatre vingt dix millions (3 990 000 000) GNF.

3.3 APPUI DES PARTENAIRES

Le projet a bénéficié de la Présidence de la République des fonds ainsi que des véhicules qui ont permis la réalisation des collectes complémentaires.

Du côté des Partenaires :

- ❖ L'Union Européenne s'est déjà engagée à financer les retraites, acheté la licence progress et l'organisation des collectes.
- ❖ La BAD s'est engagée à financer le recensement agricole.
- ❖ L'AFRITAC de l'Ouest, l'AFRISTAT, la CEA, l'UNION AFRICAINE, l'INSEE de France se mobiliseront pour l'assistance technique à travers le Programme Panafricain de Statistique (PAS).

En dépit du soutien de la Présidence de la République et des PTF, des ressources complémentaires sont à rechercher pour les activités ci-après :

- ❖ Les voyages d'études ;
- ❖ L'achat d'ordinateur ;
- ❖ Le fonctionnement du comité de SCN 2008 ;
- ❖ Recrutement d'un expert résident pour l'implantation et le suivi du module ERETES et la mise en œuvre des recommandations de l'assistance ;
- ❖ Enquête spécifiques (Marge du commerce et transport, les produits forestiers,.) ;
- ❖ Enquête sur les entreprises et institutions sans but lucratifs (ISBL).

3.4 LES PRINCIPAUX AXES D'AMELIORATION

- ❖ Mettre en place un comité technique pour la coordination et le suivi du processus de migration du SCN 2008;
- ❖ Choisir l'année de base ;
- ❖ Délimiter le champ des comptes nationaux de la nouvelle série.
- ❖ Mesurer les impacts de l'extension du champ des comptes nationaux
- ❖ Faire le point des questions de méthodes du SCN1993 partiellement mises en oeuvre des recommandations du SCN2008 à introduire dans la nouvelle série.
- ❖ Réviser la nomenclature et évaluer l'impact de sa prise en compte sur le SSN

Rôle du comité de pilotage du SCN 2008

Le « Comité SCN2008 » sera chargé d'appliquer la stratégie africaine de mise en oeuvre du SCN2008 au niveau du pays. Il comprendra 15 membres choisis parmi les principaux fournisseurs, producteurs et utilisateurs de données (INS, BCRG, Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère du Budget, Ministère de l'Agriculture, Groupement patronal, etc.). Les membres du comité sont désignés pour un mandat de trois ans. Ils doivent se réunir une fois par trimestre.

Ils sont chargés de proposer les activités à mener dans chaque secteur, d'identifier les sources de financement, de suivre l'exécution des activités et d'actualiser le calendrier de mise en oeuvre. Le secrétariat du comité est assuré par le Département en charge des comptes nationaux (8 membres) qui se réunit une fois par mois.

Tableau 3 : Plan de travail et budget y afferent

Logique intervention	Calendrier par résultats/activité																								Budget prévisi onnel (millio ns GNF)	
	2018												2019													
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
Objectif: Améliorer la qualité des statistiques économiques, selon le SCN 2008																										
Résultat attendu : changement de système et mise à jour de l'année de base du PIB																										
Etape I : Mettre en place un cadre de concertation et de suivi du projet																										
A.1 : Annonce du projet et sensibilisation des utilisateurs et producteurs de statistiques économiques (séminaire)																										
A.3 : Rédaction du rapport d'étape																										INS
A.4 : Fonctionnement du comité "SCN 2008																										150
Total1:																								170		
Etape II : Bénéficiaire des expériences des autres et discuter de l'applicabilité des 44 points de nouveauté du SCN 2008																										
A. 5 : Voyages d'étude (Cameroun, maroc, senegal)																										700
A.6: Discussion sur les nouveautés du SCN 2008, les sources de données et les nomenclatures																										10
Total2																								710		
Etape III: Mener des enquêtes spécifiques à la comptabilité nationale																										
A.7: Collecte de données à travers le recensement agricole et du cheptel																										A faire
A.8: Collecte de données à travers l'enquête sur les marges commerciales et transports																										90
A.9: Collecte de données à travers l'enquête sur les Consommations intermédiaires																										200
A.10: Collecte de données à travers le recensement général des entreprises et ISBL																										1000

Logique intervention	Calendrier par résultats/activité																								Budget prévisionnel (millions GNF)
	2018												2019												
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
A.11 : collecte et saisie des données secondaires																								500	
Total3:																									1790
Etape IV :Traiter les autres sources et codifier toutes les sources de données																									
A.12: Adopter et mettre à jour les dernières nomenclatures (à savoir la CITI, CPC, COICOP et CFAP)																									
A.13: harmonisation des outils de travail macroéconomiques (SCN 2008 MBP6, MSFP 2001)																									
A.14: traitement des données du RGPH 2014																									
A.15: traitement des données de l'enquête sur le niveau de vie des ménages de 2017																									
A 16 : calcul des comptes financiers des secteurs institutionnels																								INS	
A.17: rédaction du rapport d'étape y compris les notes méthodologiques et les métadonnées																								INS	
Total 4																									0
Etape V :construire les comptes financiers																									
A 18 : missions expert sur le compte financier																								INS	
A 19 : calcul des comptes financiers des secteurs institutionnels																								INS	
A 20 : rédaction du rapport d'étape y compris les notes méthodologiques et les métadonnées																								INS	
A:21 construire les comptes de la première année courante selon la																									

Logique intervention	Calendrier par résultats/activité												Budget prévisionnel (millions GNF)												
	2018						2019																		
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
nouvelle base																									
A22: revision possible des notes méthodologiques et les métadonnées																									
Etape VI : organiser des ateliers de retraite																									
A 23: ateliers de travail																									500
Total 6:													500												
Etape VII: construire une maquette des matrices de la comptabilité sociale (MCS)																									
A24 : formation sur la construction des MCS (formation interne)																									250
A.25 Elaboration d'une MCS pour l'année de base et l'année courante																									
A.26: rédaction du rapport d'étape y compris les notes méthodologiques et les métadonnées																									INS
Total 7:													250												
Etape : VIII: Retropoler les comptes historiques																									
A.27: retropolation de la série des comptes																									400
A.28: diffusion des comptes																									170
A.29: redaction du rapport d'étape y compris les notes méthodologiques et les métadonnées																									INS
Total 8													570												
Etape IX: Elaboration des comptes trimestriels																									
A.30 : Elaboration des comptes nationaux trimestriels																									A precise r
Total(T1+T2+T3+T4+T5+T6+T7+T8)													399 010												

3.5 Actions à la recherche de financement

Le budget global des actions à recherche de financement est estimé à trois milliards neuf cent soixante dix millions francs guinéen (3970 000 000 GNF). Ces actions à recherche de financement sont indiquées dans le tableau ci-dessous

Tableau 4: Action à la recherche de financement

Etape / Activités	Actions	Budgets GNF
Etape I : Mettre en place un cadre de concertation et de suivi du projet	A1 : annonce du projet et sensibilisation des autres utilisateurs et producteurs de statistiques économiques (séminaire)	20 000 000
Etape II : Bénéficier des expériences des autres pays et discuter de l'applicabilité des 44 points de nouveauté du SCN 2008 à l'économie Guinéenne	A 6: voyages d'étude dans les (Cameroun, Maroc, Sénégal)	700 000 000
A.7 : discussion sur les nouveautés du SCN 2008, les sources de données et les nomenclatures paramétrables dans le module ERETES (atelier)		10 000 000
Etape III : Mener des enquêtes spécifiques à la comptabilité nationale	A.8: Collecte de données à travers l'enquête sur les marges commerciales et transports	90 000 000
	A.9: Collecte de données à travers l'enquête sur les Consommations intermédiaires	200 000 000
	A.10: Collecte de données à travers le recensement général des entreprises et ISBL	1 000 000 000
	A.11 : collecte et saisie des données secondaires	500 000 000
Etape VI : Organiser des ateliers retraite	A 24 : ateliers de travail	500 000 000
Etape VII : construire une maquette des matrices de la comptabilité sociale (MCS) modifiable à souhait	A.26 : module de traitement des MCS	250 000 000
Etape IX : Retropoler les comptes historiques	A.28 : retropolation de la série historique des comptes	400 000 000
	A.29: diffusion des comptes	170 000 000
TOTAL DE FINANCEMENT A RECHERCHE		3 990 000 000

3.5 DESCRIPTION DES QUELQUES ACTIONS

Etape 1 : METTRE EN PLACE LE CADRE DE CONCERTATION ET DE SUIVI DU PROJET

A 1 : annonce du projet et sensibilisation des autres utilisateurs et producteurs de statistiques économiques

Objectifs

Est de vulgariser l'information et sensibilise les utilisateurs, les Partenaires techniques et financiers, les producteurs du changement de système et de base ainsi que le dispositif de confection des MCS. Le processus sera continué jusqu'à la fin du projet.

L'objectif final est d'amener ceux-ci à collaborer pour la bonne réussite du projet (fourniture de données et contribution aux travaux).

Résultats attendus

Les producteurs, les utilisateurs et les Partenaires techniques et financiers de l'INS ont connaissance du projet et du dispositif de mise en place pour la production des comptes et contribuent aux travaux de la nouvelle année de base.

Méthodologie

Un atelier d'information du projet se fera en tout début du projet. Les invités seront les partenaires sus cités ; suivront des rencontres semestrielles pour faire le point d'avancement des travaux. Les informations seront publiées dans la presse, les médias et sur les sites internet.

Budget

Le budget de cette action est fixé à dix millions (10 000 000) GNF.

A 2 : mise en place du « Comité SCN 2008 »

Objectifs

L'objectif principal est de créer un cadre formel de concertation et d'implication des principaux utilisateurs des comptes nationaux au projet.

Du fait de l'étendu des données de base des comptes du SCN 2008, ce Comité SCN 2008 sera constitué de : la Direction générale de l'économie, la Banque centrale de Guinée (BCRG), certains services de l'INS et certains fournisseurs et utilisateurs de données.

Résultats attendus

L'on s'attend à ce que le comité soit mis en place de façon formelle.

Méthodologie

Des courriers de demande de désignation des représentants seront adressés aux structures invitées. Une fois les représentants de ces structures connus, une note administrative (arrêté ou note de service) sera prise pour formaliser le comité.

Budget

Cette action est supportée par le budget de fonctionnement de l'INS

A3 : fonctionnement du comité SCN 2008

Objectifs

Pour rendre le comité efficace, des rencontres régulières, généralement trimestrielles seront organisées. Il est possible que des réunions exceptionnelles se tiennent ou des travaux se réalisent avec certains membres du Comité. Il faudra prévoir des primes d'intéressement ou de déplacement des membres du comité.

Résultats attendus

Le comité SCN 2008 fonctionne et est impliqué à l'exécution du projet.

Méthodologie

Des rencontres sont organisées. Le comité apporte des données pour alimenter le système d'information mis en place.

Budget du Projet de mise en œuvre du système de la comptabilité nationale 2008.

Le budget de cette action est fixé à quarante millions (40 000 000) de francs Guinéen.

A 4 : rédaction du rapport d'étape

Objectifs

Cette action a pour objet de retracer le déroulement concret de l'activité, les leçons à tirer des actions menées, les archives pour la postérité. Elle consiste aussi à la rédaction des notes méthodologiques sur les techniques utilisées ainsi que les métadonnées.

Résultats attendus

Les rapports d'étape, les rapports d'ateliers et de séminaires, les notes méthodologiques, les métadonnées sont rédigées et archivés.

Méthodologie

La rédaction se fait à trois niveaux :

1. Le coordinateur doit décrire le déroulement technique de l'activité mais aussi l'état d'exécution du budget ;
2. Les rapports d'ateliers et de séminaires seront rédigés et validés par l'équipe en charge des comptes nationaux ;
3. Tous les travaux menés par les comptables nationaux doivent être sanctionnés par des notes méthodologiques et des métadonnées.

Budget

Ces actions du projet de mise en œuvre du système de la comptabilité nationale 2008 sont prises en charge par le budget de l'INS.

Etape II : BENEFICIER DES EXPERIENCES DES AUTRES PAYS ET DISCUTER DE L'APPLICABILITE DES 44 POINTS DES NOUVEAUTES DU SCN 2008

A 6: voyages d'étude dans trois pays (Cameroun, Maroc, Sénégal)

Objectifs

Deux missions d'étude seront effectuées dans les pays qui ont mis en œuvre le SCN 2008 ou qui sont en train de le faire. Ces pays sont le Maroc, le Cameroun, le Sénégal. L'objet de ces missions est de profiter des expériences de ces pays pour mieux mettre en application les recommandations du SCN 2008. Les missions vont durer en général deux semaines et concerner trois cadres de l'équipe des comptes nationaux.

Budget : Le budget pour cette action est de sept cent million (700 000 000) de francs Guinéen.

A7 : discussions sur les nouveautés du SCN 2008, les sources de données et les nomenclatures paramétrables dans le module ERETES

Objectifs

Cette action consiste à visiter tous les 44 points nouveaux abordés par le SCN 2008 et les nomenclatures et s'en imprégner, choisir les points qui sont applicables à notre économie, identifier les sources de données et à arrêter les nomenclatures paramétrables dans le module ERETES. L'action est organisée en atelier.

Résultats attendus

A l'issue de cet atelier, le personnel de la sous-Direction de la comptabilité nationale a une bonne compréhension des nouveaux éléments apportés par le SCN 2008 et a identifié les points à prendre en compte. Les nouvelles nomenclatures paramétrables au module ERETES sont élaborées.

Méthodologie Projet de mise en œuvre du système de la comptabilité nationale 2008 Page 18
Les discussions se feront dans un atelier de six jours.

Budget : Le budget de cette action est fixé à dix millions (10 000 000) francs guinéen.

A8 : rédaction du rapport d'étape y compris les notes méthodologiques et les métadonnées

Annexe I. Sources

Enquêtes ou Collectes	Périodicité	Dernière enquête ou base	Prochaine enquête ou base	Description		Sources	Observation
				Documents existants	Documents a cherchés		
1. Sources nouvelles à collecter pour accompagner le SCN2008							
Enquête emploi			2018			INS	
Enquêtes sur les marges			2018			INS	A réaliser
Stock de crédit et de dépôt par secteur institutionnel						BCRG	
2. Sources existantes non utilisées							
Liste des entreprises	Annuelle					APIP	
3. Sources traditionnelles							
Ministère de l'Agriculture		2002	2016			ANASA, ME, MP ;MEE F	Agriculture, élevage, pêche, forêt, mine
ANASA	Annuelle	2008	2017				
recensement de la population			2014			INS	
Enquête légère d'évaluation de la pauvreté (ELEP)		2012				INS	
Enquête intégrée de base de l'évaluation de la pauvreté (EIBEP)		2002-2003				INS	
Enquête sur les conditions de vie des ménages		2009	2018			INS	
Enquête sur l'emploi et le secteur informel		2009				INS	
Enquête sur la production forestière			2018			ME	
Recensement agricole			2017			MA	
ASSURANCE	Annuelle	2015	2016	Bilan, Compte d'exploitation, Compte de résultat, Tableau d'Immobilisation, perte et profit	Dividende, Cotisations Sociales		
BANQUE DE DEPOT	Annuelle	2015	2016				
Micro finances	Annuelle	2015	2016	document comptable	Comptes (exploitation perte et profit)		
Taux de change parallèle	Annuelle	2015	2016	rapport BCRG			
DSF	Annuelle	2015	2016	bilan, Compte d'exploitation, Compte			

Enquêtes ou Collectes	Périodicité	Dernière enquête ou base	Prochaine enquêté ou base	Description		Sources	Observation
				Documents existants	Documents a cherchés		
				de résultat, annexe			
Agriculture	Annuelle	2016	2017	Rapport			
Elevage	Recensement	2002	2017	Rapport		Recensement	
Pêche	Annuelle				Documents comptables et statistiques		
Environnement (foret)	enquête				Rapport	enquête	
TABB 31 Décembre	Annuelle	2015	2016	document financiers		FP	
TOFE (version budgétaire)	Annuelle	2015	2016	document financiers		FP	
Budget d'investissement public (volet FINEX)	Annuelle	2015	2016	document financiers		FP	
Etats financiers EPA	Annuelle	2015	2016	document financiers	Documents à compléter	FP	
Tableau récapitulatif des Budgets préfectoraux	Annuelle	2015	2016	document financiers	Documents à compléter	FP	
Comptes de gestion des communes	Annuelle	2015	2016	document financiers	Documents à compléter	FP	
Loi des finances	Annuelle	2015	2016	document financiers		FP	
Bilans et documents annexes CNSS	Annuelle	2015	2016	document financiers	Effectifs à demander	D.G CNSS	
Données démographiques des préfectures et des communes		2014		Rapport		Recensement/INS	
Effectif et Masse Salariale des Agents de la fonction publique	Annuelle	2015	2016	document financiers	Effectifs à chercher	MFP	
Commerce Extérieur	Annuelle					INS	
Balance des paiements	Annuelle	2015	2016			BCRG	
Effectif du personnel enseignant de l'éducation nationale et le personnel de la santé	Annuelle				Effectif du personnels soignant et soignant	MFP	
Indice harmonisé des prix à la consommation	Mensuelle	Février 2017	mars-17	Bulletins		INS	
Enquête secteur informel	Annuelle	2009	2017	Base		INS	
Enquête ISBLM	Annuelle		2017	Rapport		INS	

Annexe II. Amélioration méthodologique

<i>Actions</i>	<i>Description</i>	<i>Impact PIB</i>
Passage au commerce général	Comme dans la BdP	+ ou -
Correction territorial	Tenir compte uniquement des voyages à titre personnel Affecter les postes des entreprises et des administrations en importations ou exportations des services	+ ou -
Négoce international/courtage de marchandise	A intégrer au mouvement des biens : exportations négatives pour le pays de résidence du courtier lors de l'importation et exportations positives lors de l'exportation (<i>SCN 2008 14.73, 26.50</i>)	Aucun
Travail à façon	Seul le service est enregistré (<i>SCN 2008 § 14.38 et 14.75</i>) [<i>Services manufacturés</i>] Corriger le commerce extérieur	Aucun
Transferts en capital (la remise de dette)	Tenir compte de l'échéancier d'annulation s'il y a des conditionnalités → privilégier l'enregistrement des statistiques de finances publiques	Aucun
Contrôle cohérence DSF	Caler le résultat du CR sur résultat du bilan S'assurer de la couverture des auxiliaires financiers	+ ou -
Estimation des dividendes payés	=Résultats antérieurs - Δ Réserves - Δ Report à nouveau	Aucun
Estimation des bénéfices étrangers réinvestis	Pour les sociétés dont plus de 10% du capital est détenus par des 'non-résidents' et qui n'ont pas distribué de dividendes, déterminer la part de la différence entre le résultat de l'année N-1 et les dividendes distribués de l'année N qui leur revient	Aucun
Estimation du SIFIM	Identifier les taux créditeur et débiteur et les stocks de prêts et de dépôts par secteur institutionnel auprès des institutions financières Ventiler par secteur institutionnel	+
Unité de production exerçant des activités auxiliaires doit être reconnue comme un établissement distinct dans certains cas (<i>SCN 2008, §5.41 et §5.42</i>)	S'appuyer sur un recensement ou une enquête spécifique. Production = consommations intermédiaires+ salaires + service de capital. Opérations estimées et classées avec la branche des services aux entreprises à déduire des opérations de l'entreprise	Aucun
Entreprises multi territoriales (<i>SCN 2008, §4.13</i>)	Si possibilité de distinguer une société mère ou des succursales distinctes → chaque unité est résidente du territoire où elle réside Sinon, ventiler les opérations de l'entreprise au prorata (parts sociales par exemple), entre les différents territoires économiques concernés.	+ ou -
Holding, siège social et	- Groupes de société (conglomérat) : ne sont pas des	Aucun

groupe (SCN 2008, §4.54)	unités institutionnelles. Considérer chaque société individuellement. - Sièges sociaux : sont engagés dans la supervision et la gestion d'autres unités et à classer avec le secteur institutionnel principal des sociétés qu'ils contrôlent. - Holdings : détiennent uniquement des actifs dans les sociétés sans les gérer à classer dans les sociétés financières.	
Institutions sans but lucratif (SCN 2008, §4.35, §4.94, §4.103 et §4.128)	- Pour un producteur non marchand, classer avec administrations publiques si elles le contrôlent ; sinon, classer avec les ISBLSM ; - Pour un producteur marchand, l'affecter au secteur institutionnel de la majorité de ses membres - Si le pays veut ressortir un compte des ISBL, il faut prévoir le sous-secteur des ISBL dans chaque secteur institutionnel à l'exception des ménages afin de réaliser une agrégation au moment opportun.	Aucun
Nouveaux services financiers et Banque centrale (SCN 2008, §4.98, §6.155, §6.158 et §8.130)	Estimer une production non marchande des banques centrales, la faire consommer par les administrations publiques, et faire un transfert courant de la banque centrale aux administrations publiques pour couvrir la consommation de cette production non marchande	+
Recherche et développement (SCN 2008, §6.118, §6.207, §6.230 et §8.130)	- Établir une correspondance entre la nomenclature des produits et celle des actifs afin d'identifier les produits rentrant dans la propriété intellectuelle qui comprend la R&D (division 72 de la CITI) ; - Créer autant que possible des unités de production séparées et ne pas considérer la R&D comme production secondaire - Pour les producteurs marchands ou non marchands, évaluer la production aux coûts du marché ou aux coûts de production + service de capital/CCF - Identifier les dépenses en recherche et développement des entreprises et les classer en FBCF (c'est déjà le cas pour la DSF)	+

Annexe III. **Cohérence des statistiques
macroéconomiques**

I – Cohérence sur la méthodologie

a) Méthodologie d'élaboration des statistiques des Finances Publiques

Le Ministère de l'Economie et des Finances continue d'élaborer les statistiques des finances publiques selon le MSFP de 1986.

Cette méthodologie d'élaboration des statistiques des FP réduit la qualité des comptes nationaux. Certaines différences peuvent influencer le calcul des soldes comptables. Par exemple: Le *MSFP 1986* enregistre les flux sur la base caisse et le *SCN 1993* fait un enregistrement en droits et obligations. C'est à dire que le principe qui régit le moment d'enregistrement d'une transaction est la Comptabilité des droits constatés. Autrement dit, il y a création de créance ou d'engagement au moment du transfert de propriété. Les services sont enregistrés au moment où ils sont fournis; les transactions financières sont enregistrées au moment du changement de propriété, les opérations de distribution sont enregistrées au moment où elles sont dues.

Cependant, il existe peu de différences entre le SCN 93 et le MSFP 2001.

Trois cas peuvent être signalés : la consolidation, la finalité financière et les transferts en capital.

(i) Le *MSFP 2001* recommande la consolidation en éliminant toutes les positions créditrices et débitrices et toutes les transactions entre des unités d'un même secteur. Le *SCN 1993* ne recommande pas la consolidation ;

(ii) le *MSFP 2001* garde une orientation sur la finalité financière et incorpore certaines dépenses courantes dans la formation de capital (cas des projets et études). Le *SCN 1993* met l'accent sur les ressources et leurs emplois et reclassent ce type de dépenses dans les comptes courants. Cette différence justifie le retraitement du BND et du FINEX ;

(iii) Certains investissements financiers des statistiques de finances publiques (subventions en capital et restructuration) sont traités comme des transferts en capital par le *SCN*,

b) Travaux en cours au Ministère de l'Economie et des Finances

On note principalement l'implémentation de la nomenclature sur la chaîne des dépenses qui va aider à la migration du MSFP de 1986 vers le MSFP 2001.

L'INS qui est en train de passer au SCN 2008, souhaite vivement que le Ministère des Finances accélère ses travaux de migration vers le MSFP 2001; dans le cas contraire, il aura plus de problèmes pour le traitement des statistiques des finances publiques.

c) Travaux à faire dans le but d'améliorer la cohérence entre les grands agrégats macroéconomiques.

Mise en place d'un comité technique composé des producteurs de ces documents pour informer, sensibiliser et améliorer la collaboration entre tous les acteurs du système.

d) Méthodologie d'élaboration de la Balance des paiements

La BCRG se sert du Manuel VI du FMI pour élaborer la Balance des Paiements. Il faut noter que le modèle MSEGUI utilise le Manuel V.

e) Les travaux en cours à la BCRG

La BCRG compte renouveler ses coefficients. PE: pour les exportations et importations non saisies, le taux retenu est de 5% (Résultat d'une enquête de longue date). Avec un appui de la BAD, la BCRG compte organiser une nouvelle enquête pour renouveler ses coefficients.

Annexe IV. **Compte extérieur des opérations sur biens et services de production**

	BDP	CN	Écart		BDP	CN	Écart
Emplois	2 014	2 014		Ressources	2 014	2 014	
P.6 Exportation de biens et services	15 042 374	16 191 318	1 148 944	P.6 Importation de biens et services	21 302 006	30 421 208	9 119 202
P.61 Exportation de biens	14 283 039	15 798 238	1 515 199	P.71 Importation de biens	16 699 214	27 836 316	11 137 102
P.62 Exportation de services	759 335	393 080	-366 255	P.72 Importation de services	4 602 792	2 584 891	-2 017 901
<i>B.11 Solde des éch. extérieurs de biens & services</i>	6 259 632	14 229 889	7 970 257		0	0	0
VI. Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants							
D.1 Rémunération des salariés	17 087	17 087	0	D.1 Rémunération des salariés	33 965	33 965	0
D.4 Revenus de la propriété	65 409	65 409	0	D.4 Revenus de la propriété	2 037 733	2 037 733	0
D.6 Contributions sociales	0	0	0	D.6 Contributions sociales	0	0	0
D.61 Cotisations sociales	0	0	0	D.61 Cotisations sociales	0	0	0
D.62 Prest. soc. autres que transf. soc. en nature	0	0	0	D.62 Prest. soc. autres que	0	0	0

	BDP	CN	Écart		BDP	CN	Écart
				transf. soc. en nature			
D.7 Autres transferts courants	2 227 374	2 227 374	0	D.7 Autres transferts courants	806 886	1 061 597	254 711
<i>B.12 Solde des opérations courantes avec l'extérieur</i>	6 828 346	15 053 314	8 224 968				
V.III Compte de capital							
K.2 Acq. / cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0				
				D.9 Transfert en capital à recevoir	103 784	103 784	0
				D.92 Aides à l'investissement	103 364	0	0
				D.99 Autres transferts en capital	420	0	0
				D.9 Transfert en capital à payer	672 989	672 989	0
				D.92 Aides à l'investissement (-)	142 862	0	0
				D.99 Autres transferts en capital (-)	530 127	0	0
B.9 Capacité (+) / Besoin (-) de financement	6 259 141	5 764 621	-494 520				

Annexe V. **Qualité du PIB de la Guinée (reflétant l'absence d'indicateurs pour estimer les PIB)**

Indications : 100% indique l'indisponibilité d'indicateur direct pour estimer l'évolution de la valeur ajoutée entre deux années. Le calcul ne prend pas en compte :

- L'exhaustivité de l'activité ;
- La qualité des indicateurs disponibles ;
- La possibilité d'utiliser des indicateurs indirects : par exemple, certains produits agricoles sont connus à partir des exportations.

<i>Activités</i>	<i>Valeur ajoutée (milliards FG)</i>	<i>Part de la VA estimée sans indicateurs directs (%)</i>
1. Primaire	7 732	76,5
Agriculture	3 493	48,8
Élevage, Chasse, services annexes	1 741	100,0
Sylviculture	724	97,1
Pêche, pisciculture et aquaculture	1 774	99,7
2. Secondaire	14 158	42,7
Extraction de minerais métalliques	6 722	7,5
Autres activités extractives	342	74,9
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	1 432	74,8
Fabrication de tabac	0,1	0,0
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	389	100,0
Travail de bois	354	100,0
Fabrication d'article en papier ou en carton	4	0,0
Fabrication de produits chimiques	104	9,9
Fab, De verre, poterie et matériaux de construction	369	0,6
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	1 371	70,6
Fabrication de meubles, activités de fabrication n,c,a	144	90,9
Production & distribution, de gaz & d'eau	301	53,1
Construction	2 627	83,9
3. Tertiaire	17 914	72,8
Commerce et réparation	7 640	90,9
Hôtels et restaurants	874	96,1
Transports	1 372	79,9
Postes et télécommunications	228	25,7
Services financiers	1 284	30,0
Immobilier	1 481	99,9
Services principalement rendu aux entreprises	956	83,0
Activités d'administration publique	2 619	0,0
Éducation	1 167	45,2
Activités de services de santé	467	80,7
Activités à caractère collectif ou personnel	325	99,4
Activités, ménages employeurs de personnel domestiques	213	100,0
Branche consommatrices des SIFIM	- 712	0,0
Ensemble	39 805	62,8

Annexe VI. **Cadre logique du projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT)**

Objectif stratégique SSR : Améliorer la qualité des statistiques macroéconomiques et leur conformité aux standards internationaux pour la diffusion des données (Système de comptabilité nationale, Système Général de Diffusion des Données-amélioré, Norme Spéciale de Diffusion des Données, etc.)/Améliorer le suivi des politiques économiques.								
Objectif du PPAT : Améliorer le cadre macroéconomique de la Guinée d'ici 2019 par la mise à disposition des CNA définitifs et provisoires de bonne qualité dans les délais recommandés par le SGDD-a.								
<i>Indicateur</i> : Les CNA1999-2016 selon le SCN 2008 et les CNT sont diffusés et utilisés dans le suivi des politiques publiques.								
<i>Situation de référence (Avril 2017) : 0%</i> <i>Situation actuelle (Avril 2017) ?% (x jalons sur X)</i>								
Résultats	Indicateurs	2019		2018		2017		Hypothèses et risques
		Prévu	Réal	Prévu	Réal.	Prévu	Réal	
1. Le dispositif de production des CNA selon le SCN 1993 est maintenu	Les CNA 2006 - 2015 sont disponibles			Elaboration des CNA définitifs 2016 et provisoires 2017		Elaboration des CNA définitifs 2015 et provisoires 2016		Données primaires sont disponibles
	<i>Extrants</i>			Rapport de publication		Rapport de publication		
	<i>Intrants</i>			<i>2 semaines</i>		<i>2 semaines</i>		
2. Le cadrage macroéconomique du ministère du plan est amélioré par la nouvelle série de CNA selon le SCN 2008	Les nouvelles sources de données sont exploitées	Amélioration des traitements des données de base		Traitement des données des enquêtes auprès des ménages et des entreprises, et des enquêtes spécifiques		Elaboration et adoption des nouvelles nomenclatures Traitement dans sources disponibles		Adoption des nomenclatures au niveau national n'est pas effective Indisponibilité des données de base Ressources humaines inappropriées
	Les améliorations méthodologiques pertinentes du SCN 2008 sont prises en comptes	Validation des améliorations méthodologiques prise en compte Rétropolation des CNA (SCN 2008)		Méthodologie détaillée des améliorations méthodologie		Identification des améliorations méthodologiques à intégrer		
	Les CNA sont élaborés suivant le SCN 2008	Révision des CNA 2015-2016 Elaboration des CNA		Révision des CNA 2015 Elaboration des CNA définitifs 2016		Elaboration des CNA 2015		

		définitifs 2017 Elaboration des CNA provisoires 2018		Préparation des travaux de retropolation				
	Extrants	TRE & TCEI 1996-2018 Note de présentation des résultats		Fichier de chargement, tableaux annexe, TRE & TCEI 2015		Nomenclatures adoptées Liste des améliorations du SCN 2008 et liste des données sources		
	Intrants	6 semaines		6 semaines		4 semaines		
3. Les utilisateurs sont informés sur les travaux de refonte de comptes nationaux		Un cadre de validation (données et résultats) est fonctionnel	Organisation de quatre rencontres Suivi-évaluation de la stratégie	Organisation de quatre rencontres Suivi-évaluation de la stratégie		Diffusion de la stratégie Organisation de deux rencontres		Absence de moyens financiers pour le fonctionnement des cadres de validation et de retraites pour les synthèses des comptes nationaux
		Les notes méthodologiques et rapports de publication sont disponibles	Note CNA 1996-2018 (SCN 1993 & 2008) Note sur sources et méthodes du SCN 2008	Note CNA 2016-2017 (SCN 1993)		Note CNA 2015-2016 (SCN 1993) Note sur sources et méthodes du SCN 1993 Note sur la révision des nomenclatures		
	Extrants	Rapports des rencontres et Notes		Rapports des rencontres et Notes		Rapports des rencontres et Notes		
	Intrants	Pour mémoire		Pour mémoire		Pour mémoire		
4. Les cadres sont mieux formés aux techniques de comptabilité nationale		Maîtrise du SCN 2008	Formation lors des missions d'AT	Participation à un séminaire sur ERETES Organisation d'un voyage d'étude sur le SCN 2008 et ERETES Formation lors des missions d'AT		Recrutement d'un expert résident Acquisition ERETES Organisation d'un voyage d'étude sur le SCN 2008 et ERETES Formation lors des missions d'AT		
	Extrants	Cadres formés		Cadres formés		Cadres formés		

Annexe VIII. **Nomenclature de la Comptabilité Nationale**

DIVISIONS	LIBELLES
A01	Agriculture, élevage, chasse et activités de soutien
A02	Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien
A03	Pêche, pisciculture, aquaculture
B04	Activités extractives
B05	Autres activités extractives
C06	Fabrication de produits alimentaires
C07	Fabrication de boissons
C08	Fabrication de produits à base de tabac
C09	Industrie du textile et de la confection
C10	Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures
C12	Fabrication de papier, cartons et d'articles en papier ou en carton
C13	Imprimerie et reproduction d'enregistrements
C14	Raffinage pétrolier, cokéfaction
C15	Fabrication de produits chimiques
C16	Fabrication de produits pharmaceutiques
C17	Travail du caoutchouc et du plastique
C18	Fabrication de matériaux minéraux
C19	Métallurgie
C20	Fabrication d'ouvrages en métaux ; travail des métaux
C21	Fabrication de produits électroniques et informatiques
C22	Fabrication d'équipements électriques
C23	Fabrication de machines et d'équipements na et construction de véhicules automobiles
C24	Fabrication de meubles et matelas
C25	Autres industries manufacturières
C26	Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels
D27	Production et distribution d'électricité et supports énergétiques
E28	Captage, traitement et distribution d'eau
F29	Construction
G30	Commerce et réparation de véhicules, de motocycles et accessoires
H31	Transports
H32	Entreposage et services des auxiliaires de transport
H33	Activités de poste et de courrier
I34	Hébergement et restauration
J35	Edition
J36	Production audio et vidéo : télévision, cinéma, son
J37	Programmation télévisuelle ; radiodiffusion
J38	Télécommunications
J39	Activités informatiques : conseil, programmation
J40	Activités de fourniture d'information
K41	Activités financières

DIVISIONS	LIBELLES
K42	Assurance
K43	Activités d'auxiliaires financiers et d'assurance
L44	Activités immobilières
M45	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
M46	Recherche-développement
M47	Activités vétérinaires
N48	Location et location-bail
N49	Activités liées aux ressources humaines
N50	Activités des agences de réservation et voyagistes
N51	Autres activités de services nca
O52	Activités d'administration publique
P53	Enseignement
Q54	Activités pour la santé humaine
Q55	Activités d'action sociale
R56	Activités créatives, artistiques et de spectacle
R57	Conservation et valorisation du patrimoine
R58	Organisation de jeux de hasard et d'argent
R59	Activités sportives, récréatives et de loisirs
S60	Autres activités de services n.c.a.
T61	Activités des ménages en tant qu'en employeurs de personnels domestiques
U62	Activités des organisations extraterritoriales
Z99	Activité en attente